

# LE RÉVEIL

ÉDUCATION PUBLIQUE-RÉFORMES

ARTHUR BUIES, PROPRIÉTAIRE ET RÉDACTEUR

Vol. II

MONTREAL, SAMEDI, 11 NOVEMBRE 1876

No. 25

MONTREAL, 11 NOVEMBRE 1876

La première semaine de novembre 1876 aura été une époque mémorable dans l'histoire des continents européen et américain. Dans le vieux monde, c'est un empire jadis formidable, et imposant encore, qui s'ébranle et que des ennemis irréconciliables attaquent de tous côtés pour lui porter enfin le dernier coup; dans le nouveau continent, c'est l'élection présidentielle, événement périodique, par conséquent attendu, mais qui n'en agite pas moins toute la nation dans un ferment d'idées, jusqu'au plus humble log-house des territoires de l'ouest. Ici, l'incertitude ne dure pas longtemps; un seul jour met fin à tous les calculs, et l'on voit ce peuple de quarante millions d'âmes rentrer dans un repos, subit après avoir passé par toutes les anxiétés et toutes les espérances. Plus les chances étaient égales avant le jour décisif, et plus la lutte était vive, plus les moyens mis en usage étaient nombreux et variés, plus les aspects en étaient divers. Cette fois, la fortune est singulièrement balancée et bien peu d'élections présidentielles, depuis le commencement de ce siècle, nous en offrent un pareil exemple. En 1796, alors que Thomas Jefferson et John Adams, deux des pères de l'indépendance, se disputaient la magistrature suprême, deux votes seulement de plus eussent donné au premier la présidence à laquelle il parvint quatre ans après. Soixante-huit des électeurs présidentiels réunis votèrent pour Jefferson, et 71 pour Adams; mais en 1800, Jefferson eut 73 voix contre 65 données à son concurrent qui cherchait à se faire réélire. Douze ans plus tard, les électeurs présidentiels, dont le chiffre est basé sur la population, étant plus nombreux, et l'écart entre eux par conséquent plus considérable, la proportion restant la même, un déplacement de vingt votes eût suffi pour empêcher la réélection de Madison et pour installer DeWitt Clinton à la Maison Blanche. En 1836, il en fut de même pour Van Buren qui ne dut son élection qu'à la faible majorité de 22 voix. En 1844, l'Etat de New-York, appelé l'Etat-empire, parce qu'il est de beaucoup le plus peuplé, tenait à lui seul la balance entre les deux candidats, Henry Clay, chef

du parti whig, et Polk, représentant le parti démocrate. Il n'y avait entre eux qu'une différence de 5,156 voix, résultant du vote populaire direct de l'Etat; mais, un troisième concurrent vint s'interposer; il eut 15,812 voix données en grande majorité par des whigs, de sorte que Clay perdit son élection. Aujourd'hui, la situation est presque la même; entre Hayes, républicain, et Tilden, démocrate, qui se partagent presque également les votes des trente-neuf Etats, se présente le candidat du parti des greenbacks, le vénérable Peter Cooper, âgé de 84 ans, et le premier philanthrope d'Amérique; que les quelques milliers de partisans, qui vont voter pour lui se rattachent plutôt par leurs principes à Tilden qu'à Hayes, et le candidat démocrate est élu, à moins qu'une majorité absolue soit impossible à obtenir dans le collège électoral, et alors c'est la Chambre des Représentants qui élira le président.

Le fléau de l'élection au premier degré dans les Etats-Unis, ou, si l'on veut, l'élection directe, est le grand nombre de fraudes pratiquées sur les listes électorales par des individus qui se présentent dans plusieurs bureaux d'enregistrement et y donnent de faux domiciles, ce qui leur permet de voter plusieurs fois, ou bien qui emploient de faux certificats de naturalisation. Ces fraudes ont été énormes cette année-ci, la différence dans le nombre des électeurs, pour le seul état de New-York, s'étant élevée à 38,149, de 1875 à 1876. Ceux qui se plaignent de ces manœuvres qui mettent à néant la vertu du suffrage universel, ce sont les républicains; ils ne cessent de leur faire une guerre acharnée et de les dénoncer par tous les moyens qu'une publicité illimitée donne aux américains; ceux qui en profitent, paraît-il, ce sont les démocrates qui ne craignent pas de faire voter un nombre indéfini de nouveaux arrivants auxquels ils font donner des certificats de naturalisation, ou bien qu'ils déplacent d'un quartier à l'autre, en leur payant un logement temporaire, pour qu'ils puissent se faire inscrire au bureau d'enregistrement du nouveau quartier où ils se trouvent. Les républicains sont en outre partisans de la contraction du papier-monnaie, et donnent comme leur premier titre au choix des électeurs la diminution de la